



ARKAYN & COMPANY
Inspiring Changemakers

**Évaluation conjointe de la stratégie de
« renforcement économique » du
programme Children4Change (2022-2026)
au Burundi, en R.D. Congo et au Sénégal
SOS Villages D'Enfants Belgique (SOS VE Belgique)**

Rapport final





Arkayn & Company

Conseil en coopération internationale

www.arkayncompany.org

Contact : Dieuveil NGOUBOU

Consultant bureau Afrique de l'Ouest et Centrale

d.ngoubou@arkayncompany.com • +226 54 14 19 03

*Évaluation conjointe de la stratégie de « renforcement économique » du programme Children4Change
(2022-2026) au Burundi, en R.D Congo et au Sénégal – Rapport final
– SOS VE Belgique*

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Table des matières | 4 |
| Liste des sigles et abréviations | 5 |
| Résumé exécutif | 6 |
| 1. Introduction | 10 |
| 1.1. Le « Programme Children4Change » (C4C) | 10 |
| 1.2. Méthodologie d'évaluation | 11 |
| 1.2.1. Objectifs et enjeux | 11 |
| 1.2.2. La démarche évaluative | 11 |
| 3. Analyse évaluative par thématique | 14 |
| 3.1. Définition du renforcement économique | 14 |
| Question principale : Les équipes terrain utilisent-elles une compréhension commune et opérationnelle du renforcement économique qui guide effectivement leurs interventions ? | 14 |
| 3.2. Efficience, durabilité, résilience | 22 |
| Question principale : Les AGR appuyées génèrent-elles durablement des revenus suffisants pour améliorer la prise en charge des enfants, et résistent-elles aux chocs ? | 22 |
| 6.3. Appuis complémentaires santé/scolarité | 29 |
| Question principale : La combinaison AGR + appuis dégressifs crée-t-elle une dynamique positive où les familles prennent progressivement le relais pour les besoins essentiels des enfants ? | 29 |
| 6.4. Rôle des AVEC | 35 |
| Question principale : Les AVEC constituent-elles un mécanisme efficace de financement et de protection des AGR qui perdure au-delà de l'appui programme ? | 35 |
| 6.5. Rôle des OBC/Associations de marraines | 40 |
| Question principale : La présence d'OBC/associations améliore-t-elle concrètement la performance des AGR et le bien-être des enfants ? | 40 |
| 6.6. Participant.es en grande difficulté - LNOB | 45 |
| Question principale : Le programme dispose-t-il de stratégies efficaces pour que les participants les plus vulnérables bénéficient aussi du renforcement économique sans être laissés pour compte ? | 45 |
| 6.7. Synergies et partenariat | 50 |
| Question principale : Les partenariats de synergie amplifient-ils l'impact du renforcement économique sur la protection infantile ou créent-ils de la complexité sans valeur ajoutée ? | 50 |
| 4. Recommandations | 53 |
| Synthèse par Objectif Spécifique | 57 |
| 5. Conclusion | 58 |
| Annexe 1 : liste des personnes rencontrées | 62 |
| Annexe 2 : liste des questions évaluatives | 64 |
| Annexe 3 : bibliographie | 66 |
| Annexe 4 : liste d'outils existant en renforcement économique SOS VE (Burundi, RDC, Sénégal) | 67 |

Liste des sigles et abréviations

| | |
|--------|--|
| ACEC | Associations Communautaires d'Épargne et de Crédit |
| AGR | Activités Génératrices de Revenus |
| AM | Association Membre |
| AVE&C | Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit |
| C4C | Children4Change |
| ECB | Ecole Communautaire de Base |
| FBU | Franc Burundais |
| GALS | Gender Action Learning System |
| LNOB | Leave No One Behind |
| OBC | Organisations à Base Communautaire |
| OIE | Outils d'Intégration Environnemental |
| OS | Objectifs Spécifiques |
| PRF | Programme de Renforcement de la Famille |
| RDC | République Démocratique du Congo |
| RM | Regroupement de Ménages |
| SOS VE | SOS Villages d'Enfants |
| ToC | Theory of Change (Théorie du Changement) |

Résumé exécutif

⇒ Contexte d'intervention

Le programme Children4Change (C4C) de SOS Villages d'Enfants Belgique opère au Burundi, en République Démocratique du Congo (RDC) et au Sénégal de 2022 à 2026 en zones urbaines et périurbaines. Il place le renforcement économique au cœur de la protection de l'enfant. Le programme est composé de trois « Outcomes » (dénomination de la DGD) ou « programmes pays » indépendants mais qui visent un même objectif global au niveau national, à savoir que « Plus d'enfants et de jeunes au [Burundi/RDC/Sénégal] grandissent et s'épanouissent dans une société qui les respecte, les écoute et les protège ».

| Programme Children4Change | Nombre de participants |
|---|--|
| Outcome 1 – Burundi : Les droits de protection, de provision et de participation des enfants et des jeunes sont protégés et revendiqués dans les communautés d'intervention. | <ul style="list-style-type: none"> • 900 responsables de la prise en charge (membres de la famille biologique) • 3.641 enfants et jeunes |
| Outcome 2 – RDC : Les droits des enfants et des jeunes sont promus et protégés dans les communautés d'intervention. | <ul style="list-style-type: none"> • 360 responsables de la prise en charge (membres de la famille biologique) • 1.200 enfants et jeunes |
| Outcome 3 – Sénégal : Les enfants talibés du département de Fatick jouissent de leurs droits de base et sont protégés contre les Violences, Abus, Exploitation ou Négligence (VAEN). | <ul style="list-style-type: none"> • 19 responsables de la prise en charge (maîtres coraniques) • 660 enfants et jeunes |

Chaque Outcome repose sur :

- i. Une Théorie du Changement (ToC) qui explicite la logique d'intervention et le rôle de chaque acteur et rend visible les stratégies et approches choisies ;
- ii. Un cadre de résultats qui opérationnalise cette logique d'intervention et définit les objectifs/résultats à atteindre par acteur et les indicateurs pour mesurer les progrès.

Cette évaluation conjointe examine l'efficacité de la stratégie de renforcement économique selon une logique d'apprentissage organisationnel. Elle répond à trois objectifs spécifiques :

1. Évaluer le niveau de documentation / modélisation de la stratégie de renforcement économique existante ;
2. Évaluer l'application de la stratégie de renforcement économique dans les trois pays concernés ;
3. Compléter la documentation existante pour en faire un document de référence.

L'évaluation s'appuie sur une triangulation rigoureuse : analyse documentaire, entretiens approfondis avec les équipes siège et terrain, missions de terrain et validation collaborative des conclusions.

Principe fondamental : les familles peuvent ne pas atteindre l'autonomie financière complète mais doivent disposer de ressources suffisantes pour couvrir les besoins essentiels des enfants (éducation, santé, alimentation).

La stratégie de renforcement économique constitue un pilier central du programme Children4Change. Cette stratégie est reflétée dans les ToC des différents Outcomes du programme et les cadres de résultats associés à ces différents Outcomes.

⇒ Analyse stratégique

Forces distinctives

- **Clarté conceptuelle partagée.** Les équipes des trois pays maîtrisent la distinction entre renforcement économique (processus) et autonomie financière (résultat). La logique d'intervention articule cohéremment plusieurs mécanismes : AGR, AVE&C/ACE&C, OBC, appuis dégressifs. Cette compréhension commune constitue un socle solide pour harmoniser les pratiques.
- **Résilience remarquable des AVEC.** Les groupes d'épargne constituent le dispositif le plus pérenne. Au Sénégal, certains en sont au 6ème cycle. En RDC, tous les groupes sont restés actifs malgré la crise sécuritaire – certains ont développé spontanément des crédits d'urgence non prévus. Au Burundi, la culture d'épargne s'installe progressivement (500 FBU/semaine). Les AVE&C absorbent les chocs et créent des solidarités durables.
- **Modèle sénégalais de référence.** L'approche des associations de marraines génère des résultats tangibles : 43% des bénéficiaires effectivement alloués aux talibés (dépassant l'engagement contractuel de 30%), critères de maturité formalisés, appropriation locale du modèle par les maîtres coraniques qui souhaitent créer leurs propres AVEC. Ce succès repose sur trois atouts : stabilité contextuelle, ancrage dans une pratique sociale préexistante, expérience accumulée depuis le programme précédent.
- **OBC burundaises opérationnelles.** Les OBC au Burundi déploient un modèle complet : AGR collectives (agriculture, élevage, commerce), aide aux enfants vulnérables de la communauté, suivi des familles, collaboration avec l'administration locale. Elles s'engagent à continuer après le départ de SOS VE car l'aide aux vulnérables est inscrite dans leurs statuts.
- **Guide AVEC : preuve de concept.** Ce document de référence a effectivement modifié les pratiques dans les trois pays. Il démontre qu'un référentiel opérationnel produit des effets concrets sur la standardisation et la qualité des interventions.

Défis structurels

- **Angle mort sur la viabilité des AGR.** Aucun système ne mesure le taux de survie des AGR à 12 et 24 mois, les revenus générés, les facteurs différenciant succès et échec. Les données documentent le démarrage des activités, pas leur pérennité. Certaines AGR « figurent dans les fichiers puis disparaissent

sans que l'on sache s'il s'agit d'un échec, d'un abandon volontaire ou d'une reconversion ».

- **Ratios d'accompagnement excessifs.** Au Burundi et en RDC, un assistant social suit 60 familles – le double de la norme fédérale SOS VE (1 pour 30). Avec des visites trimestrielles, chaque famille bénéficie d'environ 20 minutes d'attention tous les trois mois. Les familles burundaises ont explicitement demandé un accompagnement plus rapproché.
- **« Revenu suffisant » sans définition opérationnelle.** Le catalogue PDB2 ne fournit aucun seuil. Chaque pays a improvisé : montant de 75 USD au Burundi (contesté par les équipes), approche qualitative en RDC, grille de scoring au Sénégal. Cette hétérogénéité empêche la comparabilité inter-pays et l'apprentissage croisé.

Impact de la stratégie de renforcement économique

- **Variation contextuelle forte.** Le Sénégal affiche les meilleurs résultats (100% des maîtres coraniques et associations mènent des AGR rentables, 100% des talibés scolarisés et en bonne santé). En RDC, les performances varient : Bukavu (85% revenus suffisants, 75% stables) surpasse Uvira (60% et 77%). Au Burundi, 80% des familles ont un revenu suffisant mais seulement 19% un revenu stable – écart révélateur d'une fragilité structurelle.
- **Impact sur les enfants : corrélation sans attribution.** Les indicateurs de protection infantile sont globalement positifs (76% de scolarisation assidue au Burundi, 100% de prise en charge sanitaire en RDC). Mais l'approche intégrée (AGR + appuis directs + formations) empêche d'isoler la contribution spécifique du renforcement économique. Seul le Sénégal trace l'allocation des revenus AGR aux enfants.
- **Pérennisation : signaux encourageants au Sénégal.** Sur les 8 daaras du programme précédent, 5 ont maintenu les classes ECB de manière autonome pendant une à deux années. Ce taux de 62,5% démontre que la pérennisation est possible – tout en révélant qu'un tiers ne parvient pas à maintenir les acquis.
- **Usage des crédits AVEC : donnée manquante.** Aucun pays ne documente le pourcentage de crédits AVEC finançant des AGR productives versus dépenses de survie immédiate. Au Burundi, des crédits sont contractés sans projet économique concret. Cette lacune empêche d'évaluer si les AVEC alimentent réellement le renforcement économique.

⇒ **Recommandations prioritaires**¹

Ces 5 recommandations couvrent les trois Objectifs Spécifiques (OS), s'appuient sur des ressources existantes (guides SOS VE Luxembourg, cadre SOS VE Sénégal, modèle marraines), et répondent à des constats explicites de l'évaluation. Elles créent les conditions pour que les 15 autres recommandations puissent produire des effets mesurables.

- **Recommandation N°5 – Indicateurs de survie AGR à 12 et 24 mois (OS 2 et 3)**
Justification : L'absence de suivi longitudinal des AGR constitue l'angle mort principal de l'évaluation. Sans ces données, impossible de répondre à la question centrale : le renforcement économique fonctionne-t-il ?
- **Recommandation N°6 : Réduire les ratios famille/assistant social (OS 2)**
Justification : Le ratio actuel (1:60 au Burundi et RDC) empêche un suivi de qualité. Les familles burundaises l'ont explicitement demandé. Le rapport recommande de passer de 60 à maximum 30 familles par assistant social (norme Fédération SOS VE)
- **Recommandation N°3 – Formaliser la stratégie dans un document de référence unique (OS 1 et 3)**
Justification : L'absence de document stratégique est le constat fondateur de l'OS 1. Le guide AVEC prouve qu'un référentiel opérationnel transforme les pratiques.
- **Recommandation N°13 : Transférer le cadre de maturité AVE&C du Sénégal (OS 1 et 3)**
Justification : Le Sénégal dispose de critères formalisés qui fonctionnent. Le Burundi et la RDC accompagnent leurs groupes sans cadre équivalent.
- **Recommandation N°16 : Capitaliser les modèles performants (OS 1 et 3)**
Justification : Le modèle marraines au Sénégal fonctionne mais n'est pas documenté de manière à permettre sa réplication.

¹ L'ensemble des vingt (20) recommandations du rapport se trouve en fin d'analyse dans la partie **4.Recommandations**

1. Introduction

Le présent rapport présente les conclusions de l'évaluation conjointe de la stratégie de renforcement économique du programme Children4Change (C4C) au Burundi, en R.D Congo et au Sénégal. Le programme est mis en œuvre par SOS Villages d'Enfants Belgique (SOS VE), avec le soutien financier de la Direction Générale de la Coopération au Développement et Aide Humanitaire (DGD) du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement de Belgique.

L'évaluation terrain a été menée en septembre 2025 au Burundi et au Sénégal. Du fait du contexte sécuritaire actuel en RDC, les équipes SOS VE RDC ont été rencontrées à Bujumbura. Les données des responsables de prise en charge des zones de Bukavu et Uvira ont été collectées à travers des vignettes de famille.

Dieuveil NGOUBOU consultant international en coopération au développement au sein du bureau d'études Arkayn & Company, a mené la mission.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteur·rices s'étant rendu disponibles dans le cadre de cette évaluation : les équipes SOS VE des trois Associations Membres (AM), les volontaires communautaire, les responsables de prise en charge, les AVE&C/ACE&C, les OBC et les responsables administratifs.

1.1. Le « Programme Children4Change » (C4C)

L'insécurité économique frappe massivement les familles vulnérables en Afrique subsaharienne : 62% de la population burundaise, 73,5% en RDC et 37,5% au Sénégal vivent sous le seuil de pauvreté. Cette précarité génère une pauvreté multidimensionnelle infantile alarmante (64% au Burundi, 74,6% en RDC, 50,7% au Sénégal), privant des millions d'enfants de leurs droits fondamentaux².

Face à cette urgence, le programme Children4Change (C4C) de SOS Villages d'Enfants Belgique déploie depuis 2022 une approche novatrice financée par la DGD belge, plaçant le renforcement économique au cœur de la protection infantile. Le programme orchestre trois Outcomes interconnectés visant un objectif commun : "Plus d'enfants grandissent dans une société qui les respecte, les écoute et les protège", touchant 4 801 enfants et 1 279 responsables familiaux au Burundi, en RDC et au Sénégal.

L'innovation réside dans l'hypothèse que le renforcement économique des familles majoritairement dirigées par des femmes constitue le levier de protection le plus puissant. Le programme transforme les communautés en acteurs de changement par le renforcement des OBC et regroupements de ménages, s'adaptant finement aux contextes locaux dans des zones rurales de précarité extrême.

² TdR « Evaluation conjointe de la stratégie de « renforcement économique » du programme Children4Change (2022-2026) au Burundi, en R.D. Congo et au Sénégal » SOS VE Belgique